

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1982 Nr. 81

A. TITEL

Aanvullend Protocol No. 3 tot wijziging van het Verdrag tot het brengen van eenheid in enige bepalingen inzake het internationale luchtvervoer, ondertekend te Warschau op 12 oktober 1929, zoals gewijzigd bij het Protocol van 's-Gravenhage van 28 september 1955 en bij het Protocol van Guatemala van 8 maart 1971; Montreal, 25 september 1975

B. TEKST¹⁾

Protocole additionnel No 3 portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929 amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955 et par le Protocole fait à Guatemala le 8 mars 1971

Les Gouvernements soussignés

Considérant qu'il est souhaitable d'amender la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929, amendée par le Protocole fait à La Haye le 28 septembre 1955 et par le Protocole fait à Guatemala le 8 mars 1971,

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

Amendements à la Convention

Article premier

La Convention que les dispositions du présent chapitre modifient est la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 et à Guatemala en 1971.

Article II

L'article 22 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«Article 22

1. a) Dans le transport de personnes, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de 100.000 Droits de Tirage spéciaux pour l'ensemble des demandes présentées, à quelque titre que ce soit, en réparation du dommage subi en conséquence de la mort ou de lésions corporelles d'un passager. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indemnité peut être fixée sous forme de rente, le capital de la rente ne peut dépasser 100.000 Droits de Tirage spéciaux.

b) En cas de retard dans le transport de personnes, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de 4.150 Droits de Tirage spéciaux par passager.

¹⁾ De Russische en de Spaanse tekst van het Protocol zijn niet afgedrukt.

Additional Protocol No. 3 to Amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air Signed at Warsaw on 12 October 1929 as Amended by the Protocols Done at The Hague on 28 September 1955 and at Guatemala City on 8 March 1971

The Governments undersigned

Considering that it is desirable to amend the Convention for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air signed at Warsaw on 12 October 1929 as amended by the Protocols done at The Hague on 28 September 1955, and at Guatemala City on 8 March 1971,

Have agreed as follows:

Chapter I

Amendments to the Convention

Article I

The Convention which the provisions of the present Chapter modify is the Warsaw Convention as amended at The Hague in 1955, and at Guatemala City in 1971.

Article II

Article 22 of the Convention shall be deleted and replaced by the following:-

“Article 22

1. a) In the carriage of persons the liability of the carrier is limited to the sum of 100 000 Special Drawing Rights for the aggregate of the claims, however founded, in respect of damage suffered as a result of the death or personal injury of each passenger. Where, in accordance with the law of the court seized of the case, damages may be awarded in the form of periodic payments, the equivalent capital value of the said payments shall not exceed 100 000 Special Drawing Rights.

b) In the case of delay in the carriage of persons the liability of the carrier for each passenger is limited to 4 150 Special Drawing Rights.

c) Dans le transport de bagages, la responsabilité du transporteur en cas de destruction, perte, avarie ou retard est limitée à la somme de 1.000 Droits de Tirage spéciaux par passager.

2. a) Dans le transport de marchandises, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de 17 Droits de Tirage spéciaux par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par l'expéditeur au moment de la remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intérêt réel de l'expéditeur à la livraison.

b) En cas de perte, d'avarie ou de retard d'une partie des marchandises, ou de tout objet qui y est contenu, seul le poids total du ou des colis dont il s'agit est pris en considération pour déterminer la limite de responsabilité du transporteur. Toutefois, lorsque la perte, l'avarie ou le retard d'une partie des marchandises, ou d'un objet qui y est contenu, affecte la valeur d'autres colis couverts par la même lettre de transport aérien, le poids total de ces colis doit être pris en considération pour déterminer la limite de responsabilité.

3. a) Les tribunaux des Hautes Parties Contractantes qui n'ont pas la faculté, en vertu de leur propre loi, d'allouer des frais de procès y compris des honoraires d'avocat auront, dans les instances auxquelles la présente Convention s'applique, le pouvoir d'allouer au demandeur, suivant leur appréciation, tout ou partie des frais de procès, y compris les honoraires d'avocat qu'ils jugent raisonnables.

b) Les frais de procès y compris des honoraires d'avocat ne sont accordés, en vertu de l'alinéa a), que si le demandeur a notifié par écrit au transporteur le montant de la somme réclamée, y compris les détails de calcul de cette somme, et si le transporteur n'a pas, dans un délai de six mois à compter de la réception de cette demande, fait par écrit une offre de règlement d'un montant au moins égal à celui des dommages-intérêts alloués par le tribunal à concurrence de la limite applicable. Ce délai est prorogé jusqu'au jour de l'introduction de l'instance si celle-ci est postérieure à l'expiration de ce délai.

c) Les frais de procès y compris des honoraires d'avocat ne sont pas pris en considération pour l'application des limites prévues au présent article.

4. Les sommes indiquées en Droits de Tirage spéciaux dans le présent article et à l'article 42 sont considérées comme se rapportant au Droit de Tirage spécial tel que défini par le Fonds monétaire international. La conversion de ces sommes en monnaies nationales s'effectuera en cas d'instance judiciaire suivant la valeur de ces monnaies en Droit de Tirage spécial à la date du jugement. La valeur, en Droit de Ti-

c) In the carriage of baggage the liability of the carrier in the case of destruction, loss, damage or delay is limited to 1 000 Special Drawing Rights for each passenger.

2. a) In the carriage of cargo, the liability of the carrier is limited to a sum of 17 Special Drawing Rights per kilogramme, unless the consignor has made, at the time when the package was handed over to the carrier, a special declaration of interest in delivery at destination and has paid a supplementary sum if the case so requires. In that case the carrier will be liable to pay a sum not exceeding the declared sum, unless he proves that that sum is greater than the consignor's actual interest in delivery at destination.

b) In the case of loss, damage or delay of part of the cargo, or of any object contained therein, the weight to be taken into consideration in determining the amount to which the carrier's liability is limited shall be only the total weight of the package or packages concerned. Nevertheless, when the loss, damage or delay of a part of the cargo, or of an object contained therein, affects the value of other packages covered by the same air waybill, the total weight of such package or packages shall also be taken into consideration in determining the limit of liability.

3. a) The courts of the High Contracting Parties which are not authorized under their law to award the costs of the action, including lawyers' fees, shall, in action to which this Convention applies, have the power to award, in their discretion, to the claimant the whole or part of the costs of the action, including lawyers' fees which the court considers reasonable.

b) The costs of the action including lawyer's fees shall be awarded in accordance with subparagraph a) only if the claimant gives a written notice to the carrier of the amount claimed including the particulars of the calculation of that amount and the carrier does not make, within a period of six months after his receipt of such notice, a written offer of settlement in an amount at least equal to the compensation awarded *within the applicable limit*. This period will be extended until the time of commencement of the action if that is later.

c) The costs of the action including lawyer's fees shall not be taken into account in applying the limits under this Article.

4. The sums mentioned in terms of Special Drawing Right in this Article and Article 42 shall be deemed to refer to the Special Drawing Right as defined by the International Monetary Fund. Conversion of the sums into national currencies shall, in case of judicial proceedings, be made according to the value of such currencies in terms of the Special Drawing Right at the date of the judgment. The value of a national

rage spécial, d'une monnaie nationale d'une Haute Partie Contractante qui est membre du Fonds monétaire international, est calculée selon la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds monétaire international à la date du jugement pour ses propres opérations et transactions. La valeur, en Droit de Tirage spécial, d'une monnaie nationale d'une Haute Partie Contractante qui n'est pas membre du Fonds monétaire international, est calculée de la façon déterminée par cette Haute Partie Contractante.

Toutefois, les Etats qui ne sont pas membres du Fonds monétaire international et dont la législation ne permet pas d'appliquer les dispositions des alinéas 1 et 2 a) de l'article 22, peuvent au moment de la ratification ou de l'adhésion, ou à tout moment par la suite, déclarer que la limite de responsabilité du transporteur est fixée, dans les procédures judiciaires sur leur territoire, à la somme de 1.500.000 unités monétaires par passager en ce qui concerne l'alinéa 1 a) de l'article 22; 62.500 unités monétaires par passager en ce qui concerne l'alinéa 1 b) de l'article 22; 15.000 unités monétaires par passager en ce qui concerne l'alinéa 1 c) de l'article 22; 250 unités monétaires par kilogramme en ce qui concerne l'alinéa 2 a) de l'article 22. Un Etat qui applique les dispositions de cet alinéa peut aussi déclarer que la somme mentionnée aux alinéas 2 et 3 de l'article 42 est la somme de 187.500 unités monétaires. Cette unité monétaire correspond à soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Ces sommes peuvent être converties dans la monnaie nationale concernée en chiffres ronds. La conversion de cette somme en monnaie nationale s'effectuera conformément à la législation de l'Etat en cause.»

Article III

A l'article 42 de la Convention, les alinéas 2 et 3 sont supprimés et remplacés par les dispositions suivantes:

«2) Lors de chacune des conférences mentionnées à l'alinéa 1 du présent article, la limite de responsabilité fixée à l'article 22, alinéa 1 a) en vigueur à la date de réunion de ces conférences ne sera pas augmentée d'un montant supérieur à 12.500 Droits de Tirage spéciaux.

3) Sous réserve de l'alinéa 2 du présent article, la limite de responsabilité fixée à l'article 22, alinéa 1 a) en vigueur à la date de réunion de ces conférences sera augmentée de 12.500 Droits de Tirage spéciaux au 31 décembre de la cinquième et de la dixième année suivant la date d'entrée en vigueur du Protocole visé à l'alinéa 1 du présent article, à moins que lesdites conférences n'en aient décidé autrement avant lesdites dates par une majorité des deux tiers des représentants des Parties présentes et votantes.»

currency, in terms of the Special Drawing Right of a High Contracting Party which is a Member of the International Monetary Fund, shall be calculated in accordance with the method of valuation applied by the International Monetary Fund, in effect at the date of the judgment, for its operations and transactions. The value of a national currency, in terms of the Special Drawing Right, of a High Contracting Party which is not a Member of the International Monetary Fund, shall be calculated in a manner determined by that High Contracting Party.

Nevertheless, those States which are not Members of the International Monetary Fund and whose law does not permit the application of the provisions of paragraphs 1 and 2 a) of Article 22 may, at the time of ratification or accession or at any time thereafter, declare that the limit of liability of the carrier in judicial proceedings in their territories is fixed at a sum of 1 500 000 monetary units per passenger with respect to paragraph 1 a) of Article 22; 62 500 monetary units per passenger with respect to paragraph 1 b) of Article 22; 15 000 monetary units per passenger with respect to paragraph 1 c) of Article 22; and 250 monetary units per kilogramme with respect to paragraph 2 a) of Article 22. A State applying the provisions of this paragraph may also declare that the sum referred to in paragraphs 2 and 3 of Article 42 shall be the sum of 187 500 monetary units. This monetary unit corresponds to sixty-five and a half milligrammes of gold of millesimal fineness nine hundred. These sums may be converted into the national currency concerned in round figures. The conversion of these sums into national currency shall be made according to the law of the State concerned."

Article III

In Article 42 of the Convention—
paragraphs 2 and 3 shall be deleted and replaced by the following:—

"2. At each of the Conferences mentioned in paragraph 1 of this Article the limit of liability in Article 22, paragraph 1 a) in force at the respective dates of these Conferences shall not be increased by an amount exceeding 12 500 Special Drawing Rights.

3. Subject to paragraph 2 of this Article, unless before the thirty-first December of the fifth and tenth year after the date of entry into force of the Protocol referred to in paragraph 1 of this Article the aforesaid Conferences decide otherwise by a two-thirds majority vote of the Parties present and voting, the limit of liability in Article 22, paragraph 1 a) in force at the respective dates of these Conferences shall on those dates be increased by 12 500 Special Drawing Rights."

CHAPITRE II

Champ d'application de la Convention amendée

Article IV

La Convention amendée à La Haye en 1955 et à Guatemala en 1971 ainsi que par le présent Protocole s'applique au transport international défini à l'article premier de la Convention lorsque les points de départ et de destination sont situés soit sur le territoire de deux Etats parties au présent Protocole, soit sur le territoire d'un seul Etat partie au présent Protocole si une escale est prévue sur le territoire d'un autre Etat.

CHAPITRE III

Dispositions protocolaires

Article V

Entre les Parties au présent Protocole, la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 et à Guatemala en 1971 et le présent Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument et seront dénommés *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel no 3 de Montréal de 1975*.

Article VI

Jusqu'à sa date d'entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article VIII, le présent Protocole restera ouvert à la signature de tous les Etats.

Article VII

1. Le présent Protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires.

2. La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie ou par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 ou par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 et à Guatemala en 1971 emporte adhésion à la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel no 3 de Montréal de 1975*.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République populaire de Pologne.

CHAPTER II

Scope of application of the Convention as amended

Article IV

The Warsaw Convention as amended at The Hague in 1955, and at Guatemala City in 1971 and by this Protocol shall apply to international carriage as defined in Article 1 of the Convention, provided that the places of departure and destination referred to in that Article are situated either in the territories of two Parties to this Protocol or within the territory of a single Party to this Protocol with an agreed stopping place in the territory of another State.

CHAPTER III

Final clauses

Article V

As between the Parties to this Protocol, the Warsaw Convention as amended at the Hague in 1955 and at Guatemala City in 1971, and this Protocol shall be read and interpreted together as one single instrument and shall be known as the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975*.

Article VI

Until the date on which this Protocol comes into force in accordance with the provisions of Article VIII, it shall remain open for signature by any State.

Article VII

1. This Protocol shall be subject to ratification by the signatory States.

2. Ratification of this Protocol by any State which is not a Party to the Warsaw Convention or by any State which is not a Party to the Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, or by any State which is not a Party to the Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, and at Guatemala City, 1971, shall have the effect of accession to the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975*.

3. The instruments of ratification shall be deposited with the Government of the Polish People's Republic.

Article VIII

1. Lorsque le présent Protocole aura réuni les ratifications de trente Etats signataires, il entrera en vigueur entre ces Etats le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du trentième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifiera par la suite, il entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, le présent Protocole sera enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement de la République populaire de Pologne.

Article IX

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire.

2. L'adhésion au présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie ou par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 ou par un Etat qui n'est pas partie à la Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955 et à Guatemala en 1971 emporte adhésion à la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel no 3 de Montréal de 1975*.

3. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement de la République populaire de Pologne et produiront leurs effets le quatre-vingt-dixième jour après la date de leur dépôt.

Article X

1. Toute Partie au présent Protocole pourra le dénoncer par une notification faite au Gouvernement de la République populaire de Pologne.

2. La dénonciation produira ses effets six mois après la date de réception par le Gouvernement de la République populaire de Pologne de la notification de la dénonciation.

3. Entre les Parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention de Varsovie par l'une d'elles en vertu de l'article 39 de ladite Convention, ou du Protocole de La Haye en vertu de l'article XXIV dudit Protocole, ou du Protocole de Guatemala en vertu de l'article XXII dudit Protocole, ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel no 3 de Montréal de 1975*.

Article VIII

1. As soon as thirty signatory States have deposited their instruments of ratification of this Protocol, it shall come into force between them on the ninetieth day after the deposit of the thirtieth instrument of ratification. It shall come into force for each State ratifying thereafter on the ninetieth day after the deposit of its instrument of ratification.

2. As soon as this Protocol comes into force it shall be registered with the United Nations by the Government of the Polish People's Republic.

Article IX

1. This Protocol, after it has come into force, shall be open for accession by any non-signatory State.

2. Accession to this Protocol by any State which is not a Party to the Warsaw Convention or by any State which is not a Party to the Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, or by any State not a Party to the Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955 and at Guatemala City, 1971, shall have the effect of accession to the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975*.

3. Accession shall be effected by the deposit of an instrument of accession with the Government of the Polish People's Republic and shall take effect on the ninetieth day after the deposit.

Article X

1. Any Party to this Protocol may denounce the Protocol by notification addressed to the Government of the Polish People's Republic.

2. Denunciation shall take effect six months after the date of receipt by the Government of the Polish People's Republic of the notification of denunciation.

3. As between the Parties to this Protocol, denunciation by any of them of the Warsaw Convention in accordance with Article 39 thereof or of The Hague Protocol in accordance with Article XXIV thereof or of the Guatemala City Protocol in accordance with Article XXII thereof shall not be construed in any way as a denunciation of the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975*.

Article XI

1. Seules les réserves suivantes au présent Protocole pourront être admises:

a) Tout Etat dont les tribunaux n'ont pas la faculté, en vertu de leur propre loi, d'allouer des frais de procès, y compris les honoraires d'avocat, peut à tout moment déclarer par une notification faite au Gouvernement de la République populaire de Pologne que l'alinéa 3 a) de l'article 22 ne s'applique pas à ses tribunaux.

b) Tout Etat peut à tout moment déclarer par notification faite au Gouvernement de la République de Pologne que la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel no 3 de Montréal de 1975* ne s'applique pas au transport de personnes, de bagages et de marchandises effectué pour ses autorités militaires à bord d'aéronefs immatriculés dans ledit Etat et dont la capacité a été réservée par ces autorités ou pour le compte de celles-ci.

c) Tout Etat peut, lors de la ratification du Protocole no 4 de Montréal de 1975, ou de l'adhésion à celui-ci, ou à tout moment par la suite, déclarer qu'il n'est pas lié par les dispositions de la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel no 3 de Montréal de 1975*, dans la mesure où elles s'appliquent au transport des marchandises, du courrier et des colis postaux. Cette déclaration prendra effet quatre-vingt-dix jours après la date de sa réception par le Gouvernement de la République populaire de Pologne.

2. Tout Etat qui aura formulé une réserve conformément à l'alinéa précédent pourra à tout moment la retirer par une notification faite au Gouvernement de la République populaire de Pologne.

Article XII

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne informera rapidement tous les Etats parties à la Convention de Varsovie ou à ladite Convention telle qu'amendée, tous les Etats qui signeront le présent Protocole ou y adhéreront, ainsi que l'Organisation de l'Aviation civile internationale, de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ainsi que de tous autres renseignements utiles.

Article XIII

Entre les Parties au présent Protocole qui sont également Parties à la Convention, complémentaire à la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien

Article XI

1. Only the following reservations may be made to this Protocol:-

a) any State whose courts are not authorized under its law to award the costs of the action including lawyers' fees may at any time by a notification addressed to the Government of the Polish People's Republic declare that Article 22, paragraph 3 a) shall not apply to its courts;

b) any State may at any time declare by a notification addressed to the Government of the Polish People's Republic that the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975*, shall not apply to the carriage of persons, baggage and cargo for its military authorities on aircraft, registered in that State, the whole capacity of which has been reserved by or on behalf of such authorities; and

c) any State may declare at the time of ratification of or accession to the Montreal Protocol No. 4 of 1975, or at any time thereafter, that it is not bound by the provisions of the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975*, in so far as they relate to the carriage of cargo, mail and postal packages. Such declaration shall have effect ninety days after the date of receipt by the Government of the Polish People's Republic of the declaration.

2. Any State having made a reservation in accordance with the preceding paragraph may at any time withdraw such reservation by notification to the Government of the Polish People's Republic.

Article XII

The Government of the Polish People's Republic shall promptly inform all States Parties to the Warsaw Convention or to that Convention as amended, all signatory or acceding States to the present Protocol, as well as the International Civil Aviation Organization, of the date of each signature, the date of deposit of each instrument of ratification or accession, the date of coming into force of this Protocol, and other relevant information.

Article XIII

As between the Parties to this Protocol which are also Parties to the Convention, Supplementary to the Warsaw Convention, for the Unification of Certain Rules Relating to International Carriage by Air

international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signée à Guadalajara le 18 septembre 1961 (ci-après dénommée «Convention de Guadalajara»), toute référence à la «Convention de Varsovie» contenue dans la Convention de Guadalajara s'applique à la *Convention de Varsovie amendée à La Haye en 1955, à Guatemala en 1971 et par le Protocole additionnel no 3 de Montréal de 1975*, dans les cas où le transport effectué en vertu du contrat mentionné au paragraphe b) de l'article premier de la Convention de Guadalajara est régi par le présent Protocole.

Article XIV

Le présent Protocole restera ouvert à la signature au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale jusqu'au 1er janvier 1976, puis, jusqu'à son entrée en vigueur en vertu de l'article VIII, au Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement de la République populaire de Pologne. L'Organisation de l'Aviation civile internationale informera rapidement le Gouvernement de la République populaire de Pologne de toute signature et de la date de celle-ci pendant la période au cours de laquelle le Protocole sera ouvert à la signature au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Montréal le vingt-cinquième jour du mois de septembre de l'année 1975, en quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe. En cas de divergence, le texte en langue française, langue dans laquelle la Convention de Varsovie du 12 octobre 1929 avait été rédigée, fera foi.

Het Protocol is in overeenstemming met zijn artikel XIV ondertekend voor de volgende Staten:

Barbados	25 september 1975
België	25 september 1975
Brazilië	25 september 1975
Ghana	25 september 1975
Guatemala	25 september 1975
Portugal	25 september 1975
Venezuela	25 september 1975
het Verenigd Koninkrijk van Groot- Brittannië en Noord-Ierland	25 september 1975

Performed by a Person Other than the Contracting Carrier, signed at Guadalajara on 18 September 1961 (hereinafter referred to as the "Guadalajara Convention") any reference to the "Warsaw Convention" contained in the Guadalajara Convention shall include reference to the *Warsaw Convention as amended at The Hague, 1955, at Guatemala City, 1971, and by the Additional Protocol No. 3 of Montreal, 1975*, in cases where the carriage under the agreement referred to in Article 1, paragraph b) of the Guadalajara Convention is governed by this Protocol.

Article XIV

This Protocol shall remain open for signature until 1 January 1976 at the Headquarters of the International Civil Aviation Organization and thereafter until it comes into force in accordance with Article VIII at the Ministry for Foreign Affairs of the Polish People's Republic. The International Civil Aviation Organization shall promptly inform the Government of the Polish People's Republic of any signature and the date thereof during the time that the Protocol shall be open for signature at the Headquarters of the International Civil Aviation Organization.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, having been duly authorized, have signed this Protocol.

DONE at Montreal on the twenty-fifth day of September of the year One Thousand Nine Hundred and Seventy-five in four authentic texts in the English, French, Russian and Spanish languages. In the case of any inconsistency, the text in the French language, in which language the Warsaw Convention of 12 October 1929 was drawn up, shall prevail.

de Verenigde Staten van Amerika	25 september 1975
Frankrijk	30 december 1975
Canada	31 december 1975
Denemarken	1 december 1976
Noorwegen	21 oktober 1977
Zweden	12 december 1977
Finland	2 mei 1978
Italië	15 mei 1978
het Koninkrijk der Nederlanden	19 mei 1982

C. VERTALING

Aanvullend Protocol No. 3 tot wijziging van het Verdrag tot het brengen van eenheid in enige bepalingen inzake het internationale luchtvervoer, ondertekend te Warschau op 12 oktober 1929, zoals gewijzigd bij het te 's-Gravenhage op 28 september 1955 tot stand gekomen Protocol en bij het te Guatemala op 8 maart 1971 tot stand gekomen Protocol

De Regeringen die dit Protocol hebben ondertekend,

Overwegende dat het wenselijk is het Verdrag tot het brengen van eenheid in enige bepalingen inzake het internationale luchtvervoer, ondertekend te Warschau op 12 oktober 1929, zoals gewijzigd bij het te 's-Gravenhage op 28 september 1955 tot stand gekomen Protocol en bij het te Guatemala op 8 maart 1971 tot stand gekomen Protocol, te wijzigen.

Zijn overeengekomen als volgt:

HOOFDSTUK I

Wijzigingen in het Verdrag

Artikel I

Het Verdrag dat door de bepalingen van dit hoofdstuk wordt gewijzigd, is het Verdrag van Warschau, zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955 en te Guatemala in 1971.

Artikel II

Artikel 22 van het Verdrag vervalt en wordt vervangen door de volgende bepalingen:

„Artikel 22

1a. Bij het vervoer van personen is de aansprakelijkheid van de vervoerder beperkt tot het bedrag van 100.000 bijzondere trekkingsrechten voor het totaal der ingediende vorderingen, op welke grond dan ook, ter vergoeding van de schade geleden door de dood of lichamelijk letsel van een reiziger. In het geval dat, volgens de wet van de rechter voor wie de vordering wordt aanhangig gemaakt, de schadeloosstelling kan worden bepaald in de vorm van een rente, mag de hoofdsom van de rente 100.000 bijzondere trekkingsrechten niet te boven gaan.

b. In geval van vertraging bij het vervoer van personen is de aansprakelijkheid van de vervoerder beperkt tot 4150 bijzondere trekkingsrechten per reiziger.

c. Bij het vervoer van bagage is de aansprakelijkheid van de vervoerder in geval van vernieling, verlies, beschadiging of vertraging beperkt tot 1000 bijzondere trekkingsrechten per reiziger.

2a. Bij het vervoer van goederen is de aansprakelijkheid van de vervoerder beperkt tot het bedrag van 17 bijzondere trekkingsrechten per kilogram, behoudens bijzondere verklaring omtrent belang bij de aflevering, gedaan door de afzender bij de afgifte van het collo, aan de vervoerder en tegen betaling van een eventueel verhoogd tarief. In dat geval is de vervoerder verplicht te betalen tot het bedrag van de opgegeven som, tenzij hij bewijst dat deze het werkelijke belang van de afzender bij de aflevering te boven gaat.

b. Bij verlies, beschadiging of vertraging van een gedeelte van de goederen of van enig daarin opgenomen voorwerp wordt ter bepaling van de aansprakelijkheidsgrens van de vervoerder alleen het totale gewicht van het betrokken collo of de betrokken colli in aanmerking genomen. Indien evenwel het verlies, de beschadiging of de vertraging van een gedeelte van de goederen of van enig daarin opgenomen voorwerp de waarde van andere, door dezelfde luchtvrachtbrief gedekte, colli beïnvloedt, wordt het totale gewicht van deze colli in aanmerking genomen ter bepaling van de aansprakelijkheidsgrens.

3. a. De Gerechten van de Hoge Verdragsluitende Partijen die krachtens hun eigen wet niet bevoegd zijn proceskosten met inbegrip van het honorarium van advocaten toe te wijzen, zijn in de gevallen, waarop dit Verdrag van toepassing is, gerechtigd naar eigen inzicht aan de eiser het geheel dan wel een gedeelte van de proceskosten toe te wijzen, met inbegrip van het honorarium van advocaten, dat zij redelijk achten.

b. De proceskosten, met inbegrip van het honorarium van advocaten, worden, overeenkomstig dit lid letter a, slechts toegewezen, indien de eiser de vervoerder het bedrag van de gevorderde som, met inbegrip van de wijze waarop deze som is berekend, schriftelijk heeft medegedeeld, en indien de vervoerder niet binnen een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van deze mededeling, schriftelijk een aanbod heeft gedaan tot betaling van een bedrag dat ten minste gelijk is aan het bedrag van de door de rechter binnen de van toepassing zijnde grens toegewezen schadevergoeding. Deze termijn wordt verlengd tot de dag van de aanvang van het proces, indien deze valt na het verstrijken van die termijn.

c. Bij de toepassing van de in dit artikel genoemde aansprakelijkheidsgrenzen worden de proceskosten met inbegrip van het honorarium van advocaten, buiten beschouwing gelaten.

4. De in dit artikel en in artikel 42 in bijzondere trekkingsrechten uitgedrukte bedragen worden geacht betrekking te hebben op het bijzondere trekkingsrecht zoals dit is omschreven door het Internationale Monetair Fonds. De omrekening van de bedragen in de nationale munt-

eenheden geschiedt, in geval van een gerechtelijke procedure, volgens de waarde van zodanige munteenheden, uitgedrukt in bijzondere trekkingsrechten, op de datum van het vonnis. De waarde van de nationale munteenheid, uitgedrukt in bijzondere trekkingsrechten, van een Hoge Verdragsluitende Partij die lid is van het Internationale Monetaire Fonds wordt berekend overeenkomstig de waarderingsmethode die door het Internationale Monetaire Fonds op de datum van het vonnis wordt toegepast voor zijn eigen verrichtingen en transacties. De waarde van de nationale munteenheid, uitgedrukt in bijzondere trekkingsrechten, van een Hoge Verdragsluitende Partij die geen lid is van het Internationale Monetaire Fonds wordt berekend op een door die Hoge Verdragsluitende Partij vastgestelde wijze.

Niettemin kunnen Staten, die geen lid zijn van het Internationale Monetaire Fonds en waarvan de wet de toepassing van de bepalingen van artikel 22, eerste lid en tweede lid, letter *a*, niet toelaat, op het tijdstip van bekrachtiging of toetreding of op enig tijdstip nadien, verklaren dat de aansprakelijkheidsgrens van de vervoerder in gerechtelijke procedures op hun grondgebied wordt vastgesteld op een bedrag van 1.500.000 monetaire eenheden per reiziger met betrekking tot artikel 22, eerste lid, letter *a*; op 62.500 monetaire eenheden per reiziger met betrekking tot artikel 22, eerste lid, letter *b*; op 15.000 monetaire eenheden per reiziger met betrekking tot artikel 22, eerste lid, letter *c*; en op 250 monetaire eenheden per kilogram met betrekking tot artikel 22, tweede lid, letter *a*. Een Staat die de bepalingen van dit lid toepast, kan eveneens verklaren dat het bedrag genoemd in artikel 42, tweede en derde lid, 187.500 monetaire eenheden bedraagt. Deze monetaire eenheid komt overeen met vijftien en een half milligram goud van een gehalte van negenhonderd duizendste fijn. Deze bedragen kunnen in de betrokken nationale munteenheid in ronde cijfers worden omgerekend. De omrekening van deze bedragen in de nationale munteenheid geschiedt volgens de wet van de betrokken Staat."

Artikel III

In artikel 42 van het Verdrag vervallen het tweede en derde lid en worden vervangen door de volgende bepalingen:

„2. Tijdens elke van de in het eerste lid van dit artikel genoemde conferenties mag de in artikel 22, eerste lid, letter *a*, vastgestelde aansprakelijkheidsgrens die op het tijdstip van deze conferenties van kracht is, niet worden verhoogd met een bedrag, dat hoger is dan 12.500 bijzondere trekkingsrechten.

3. Behoudens het tweede lid van dit artikel, wordt de in artikel 22, eerste lid, letter *a*, vastgestelde aansprakelijkheidsgrens die op het tijdstip van deze conferenties van kracht is, verhoogd met 12.500 bijzondere trekkingsrechten op 31 december van het vijfde en het tiende jaar volgend op de datum van inwerkingtreding van het in het eerste lid van dit

artikel bedoelde Protocol, tenzij door genoemde conferenties vóór genoemde data anders is beslist door een meerderheid van twee derden der Partijen die aanwezig zijn en een stem uitbrengen."

HOOFDSTUK II

Toepasselijkheid van het gewijzigde Verdrag

Artikel IV

Het Verdrag van Warschau, zoals dit in 1955 te 's-Gravenhage en in 1971 te Guatemala, alsmede bij dit Protocol is gewijzigd, is van toepassing op internationaal vervoer, zoals dit is omschreven in artikel I van het Verdrag, wanneer de plaatsen van vertrek en van bestemming, bedoeld in dat artikel, zijn gelegen hetzij binnen het grondgebied van twee Staten die Partij zijn bij dit Protocol, hetzij binnen het grondgebied van een enkele Staat die Partij is bij dit Protocol, indien een tussenlanding wordt voorzien binnen het grondgebied van een andere Staat.

HOOFDSTUK III

Slotbepalingen

Artikel V

Tussen de Partijen bij dit Protocol worden het Verdrag van Warschau, zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955 en te Guatemala in 1971 en dit Protocol tezamen beschouwd en uitgelegd als één geheel en aangeduid als het „Verdrag van Warschau, zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955, te Guatemala in 1971 en bij het Aanvullend Protocol No. 3 van Montreal van 1975”.

Artikel VI

Tot de datum waarop dit Protocol overeenkomstig de bepalingen van artikel VIII in werking treedt, blijft het opengesteld voor ondertekening door alle Staten.

Artikel VII

1. Dit Protocol is onderworpen aan bekrachtiging door de Staten, die het hebben ondertekend.

2. Bekrachtiging van dit Protocol door een Staat, die geen Partij is bij het Verdrag van Warschau of door een Staat, die geen Partij is bij het Verdrag van Warschau zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955 of door een Staat, die geen Partij is bij het Verdrag van Warschau zoals gewijzigd

te 's-Gravenhage in 1955 en te Guatemala in 1971, brengt mede toetreding tot het „Verdrag van Warschau, zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955, te Guatemala in 1971 en bij het Aanvullend Protocol No. 3 van Montreal van 1975”.

3. De akten van bekrachtiging worden nedergelegd bij de Regering van de Volksrepubliek Polen.

Artikel VIII

1. Zodra dertig Staten, die dit Protocol hebben ondertekend, hun akten van bekrachtiging daarvan hebben nedergelegd, treedt het tussen deze in werking op de negentigste dag na de nederlegging van de dertigste akte van bekrachtiging. Voor iedere Staat, die het daarna bekrachtigt, treedt het in werking op de negentigste dag na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

2. Zodra dit Protocol in werking is getreden, wordt het door de Regering van de Volksrepubliek Polen bij de Verenigde Naties geregistreerd.

Artikel IX

1. Dit Protocol staat, nadat het in werking is getreden, open voor toetreding door elke Staat, die het niet heeft ondertekend.

2. Toetreding tot dit Protocol door een Staat, die geen Partij is bij het Verdrag van Warschau of door een Staat, die geen Partij is bij het Verdrag van Warschau zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955 of door een Staat, die geen Partij is bij het Verdrag van Warschau zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955 en te Guatemala in 1971, brengt mede toetreding tot het „Verdrag van Warschau, zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955, te Guatemala in 1971 en bij het Aanvullend Protocol No. 3 van Montreal van 1975”.

3. De akten van toetreding worden nedergelegd bij de Regering van de Volksrepubliek Polen en worden van kracht op de negentigste dag na de datum van nederlegging.

Artikel X

1. Elke Partij bij dit Protocol kan het opzeggen door een kennisgeving aan de Regering van de Volksrepubliek Polen.

2. De opzegging wordt van kracht zes maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving van opzegging door de Regering van de Volksrepubliek Polen.

3. Tussen de Partijen bij dit Protocol wordt opzegging van het Verdrag van Warschau door één van hen overeenkomstig artikel 39 daarvan of

van het Protocol van 's-Gravenhage overeenkomstig artikel XXIV daarvan of van het Protocol van Guatemala overeenkomstig artikel XXII daarvan, niet beschouwd als opzegging van het „Verdrag van Warschau, zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955, te Guatemala in 1971 en bij het Aanvullend Protocol No. 3 van Montreal van 1975”.

Artikel XI

1. Ten aanzien van dit Protocol kunnen slechts de volgende voorbehouden worden gemaakt:

a. Elke Staat waarvan de gerechten krachtens hun eigen wet niet bevoegd zijn proceskosten met inbegrip van het honorarium van advocaten toe te wijzen, kan te allen tijde door een kennisgeving aan de Regering van de Volksrepubliek Polen verklaren dat artikel 22, derde lid, letter *a*, niet van toepassing is op zijn gerechten.

b. Elke Staat kan te allen tijde door een kennisgeving aan de Regering van de Volksrepubliek Polen verklaren dat het „Verdrag van Warschau, zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955, te Guatemala in 1971 en bij het Aanvullend Protocol No. 3 van Montreal van 1975”, niet van toepassing is op het vervoer van personen, bagage en goederen ten behoeve van zijn militaire autoriteiten aan boord van luchtvaartuigen, die zijn ingeschreven in die Staat en waarvan de gehele capaciteit door of ten behoeve van deze autoriteiten is gereserveerd.

c. Elke Staat kan op het tijdstip van bekrachtiging van of toetreding tot het Protocol No. 4 van Montreal van 1975 of op enig tijdstip nadien, verklaren dat hij zich niet gebonden acht door de bepalingen van het „Verdrag van Warschau, zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955, te Guatemala in 1971 en bij het Aanvullend Protocol No. 3 van Montreal van 1975”, voor zover deze betrekking hebben op het vervoer van goederen, post en postpakketten. Een zodanige verklaring wordt van kracht negentig dagen na de datum van ontvangst van de verklaring door de Regering van de Volksrepubliek Polen.

2. Elke Staat die een voorbehoud heeft gemaakt overeenkomstig het voorgaande lid, kan het te allen tijde intrekken door een kennisgeving aan de Regering van de Volksrepubliek Polen.

Artikel XII

De Regering van de Volksrepubliek Polen stelt alle Staten die Partij zijn bij het Verdrag van Warschau of bij dat Verdrag zoals gewijzigd, alle Staten die dit Protocol ondertekenen of ertoe toetreden, alsmede de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie onverwijld in kennis van de datum van elke ondertekening, van de datum van de nederlegging van elke akte van bekrachtiging of toetreding, van de datum waarop dit

Protocol in werking treedt, alsmede van alle andere ter zake dienende informatie.

Artikel XIII

Tussen de Partijen bij dit Protocol die eveneens Partij zijn bij het Verdrag ter aanvulling van het Verdrag van Warschau tot het brengen van eenheid in enige bepalingen inzake het internationale luchtvervoer, verricht door een ander dan de contractuele vervoerder, ondertekend te Guadalajara op 18 september 1961 (hierna te noemen het „Verdrag van Guadalajara”) is elke verwijzing naar het „Verdrag van Warschau” in het Verdrag van Guadalajara van toepassing op het „Verdrag van Warschau, zoals gewijzigd te 's-Gravenhage in 1955, te Guatemala in 1971 en bij het Aanvullend Protocol No. 3 van Montreal van 1975”, in de gevallen waarin het vervoer krachtens de overeenkomst bedoeld in artikel 1, letter *b*, van het Verdrag van Guadalajara wordt beheerst door dit Protocol.

Artikel XIV

Dit Protocol blijft op de Zetel van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie opengesteld voor ondertekening tot 1 januari 1976, en daarna, tot het tijdstip waarop het overeenkomstig artikel VIII in werking treedt, op het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Volksrepubliek Polen. De Internationale Burgerluchtvaartorganisatie stelt de Regering van de Volksrepubliek Polen onverwijld in kennis van elke ondertekening en de datum daarvan, tijdens de periode waarin het Protocol openstaat voor ondertekening op de Zetel van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende Gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Montreal, op de vijftiengste dag van de maand september van het jaar 1975, in vier authentieke teksten in de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse taal. In geval van tegenstrijdigheid is de tekst in de Franse taal, in welke taal het Verdrag van Warschau van 12 oktober 1929 is opgesteld, doorslaggevend.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 14 en 15 van dit Tractatenblad)

D. PARLEMENT

Het Protocol behoeft ingevolge artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel VII, derde lid, hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging nedergelegd bij de Regering van de Volksrepubliek Polen:

Zweden	28 juni 1978
Brazilië ¹⁾	27 juli 1979
Portugal	7 april 1982

¹⁾ Onder het voorbehoud voorzien in artikel XI, eerste lid, letter c, van het Protocol.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zullen ingevolge artikel VIII, eerste lid, in werking treden zodra dertig Staten die het Protocol hebben ondertekend, hun akten van bekrachtiging hebben nedergelegd.

J. GEGEVENS

Van het op 12 oktober 1929 te Warschau tot stand gekomen Verdrag tot het brengen van eenheid in enige bepalingen inzake het internationale luchtvervoer, tot wijziging van welk Verdrag het onderhavige Protocol strekt, zijn tekst en vertaling bekendgemaakt in *Stb.* 1933, 365; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1978, 30.

Van het op 28 december 1955 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Protocol tot wijziging van bovengenoemd Verdrag zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1956, 26; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1978, 31.

Van het op 8 maart 1971 te Guatemala tot stand gekomen Protocol tot wijziging van bovengenoemd Verdrag zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1982, 78.

Op 25 september 1975 zijn te Montreal – behalve het onderhavige Protocol – nog de volgende Protocollen tot stand gekomen:

- Aanvullend Protocol No. 1 tot wijziging van het Verdrag van 1929 (tekst en vertaling in *Trb.* 1982, 79);
- Aanvullend Protocol No. 2 tot wijziging van het Verdrag van 1929 zoals gewijzigd bij het Protocol van 1955 (tekst en vertaling in *Trb.* 1982, 80);

– Protocol No. 4 tot wijziging van het Verdrag van 1929, gewijzigd bij het Protocol van 1955 (tekst en vertaling in *Trb.* 1982, 82).

Het Internationale Monetaire Fonds, waarnaar wordt verwezen in artikel II van het onderhavige Protocol, is ingesteld bij een op 27 december 1945 te Washington tot stand gekomen Overeenkomst. Tekst en vertaling van die Overeenkomst zijn bekendgemaakt in *Stb.* G 278; zie voorts, laatstelijk, *Trb.* 1978, 80.

De Internationale Burgerluchtvaartorganisatie, naar welke Organisatie onder meer in artikel XII van het onderhavige Protocol wordt verwezen, is opgericht bij een op 7 december 1944 te Chicago tot stand gekomen Verdrag.

De Engelse tekst van dat Verdrag is bekendgemaakt in *Stb.* H 165. De vertaling in het Nederlands van het Verdrag bijgewerkt tot en met het Protocol van 21 juni 1961 is geplaatst in *Trb.* 1973, 109.

Van het op 18 september 1961 te Guadalajara tot stand gekomen Verdrag tot aanvulling van het Verdrag van Warschau, tot het brengen van eenheid in enige bepalingen inzake het internationale luchtvervoer verricht door een ander dan de contractuele vervoerder, naar welk Verdrag wordt verwezen in artikel XIII van het onderhavige Protocol, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1962, 37; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1978, 32.

Uitgegeven de elfde juni 1982.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
A. A. M. VAN AGT